

Caisse Primaire d'Assurance
Maladie des Yvelines
Secteur Assurances et Marchés

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE SERVICES

**FOURNITURE DE TITRES DE TRANSPORT
AERIEN AU BENEFICE DES AGENTS DE LA
CPAM DES YVELINES ORIGINAIRES DES
DROM-COM**

Cahier des clauses particulières (CCP)

Consultation n° 2025.78.2.1.1.023.00.00.00

SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS	3
2. OBJET DU CONTRAT.....	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	6
6. DESCRIPTION DES PRESTATIONS	9
7. LITIGE ET SANCTIONS	15
8. RESPONSABILITE ET ASSURANCES.....	16
9. FIN DU CONTRAT	17

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT



Objet du contrat

Fourniture de titres de transport aérien



Acheteur





Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines



Type de contrat

Accord-cadre à bons de commande

1. DÉFINITIONS

 Contrat	<p>Le marché est passé selon une procédure adaptée (MAPA) en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique. Il s'agit d'un marché de fourniture. Le contrat se réfère au Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Fournitures Courantes et Services du 30 mars 2021.</p> <p>Le terme "contrat" désigne le présent document, ses annexes ainsi que l'ensemble des pièces contractuelles constitutives du marché.</p>
 Acheteur	<p>L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.</p>
 Titulaire	<p>Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.</p>
 Prestation	<p>La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.</p>

2. OBJET DU CONTRAT

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) a pour objet des prestations de voyages nécessaires pour les déplacements des personnels de la CPAM des Yvelines originaires des DROM COM et dans le cadre de la prise de Congés Payés bonifiés Annuels dans leurs départements d'origine.

Le présent marché public n'est pas passé en lots séparés, car son objet ne permet pas d'identifier des prestations distinctes conformément aux dispositions de l'article L2113-10 du code de la commande publique.

Le présent marché public n'est pas passé en lots séparés, car la dévolution en lot séparés rendra plus difficile l'organisation, le pilotage et la coordination du marché public, conformément aux dispositions de l'article L2113-11 du code de la commande publique.

Le présent marché public n'est pas passé en lots séparés, car la dévolution en lot séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations, conformément aux dispositions de l'article L2113-11 du code de la commande publique.

Enfin, les prestations ne font l'objet d'aucune décomposition en tranche (ferme et optionnelle).

Les variantes ne sont pas autorisées.

La présente procédure est un accord cadre à bon de commandes soumise aux dispositions du code de la commande publique aux articles L.2125-1, R.2162.-2, R2162-13 et R2162-14, et suivants.

Le présent marché public est un marché public à procédure adaptée, conformément aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché public de prestations de services homogènes, conformément aux dispositions des articles L1111-4 et R2121-6 du code de la commande publique.

Le présent marché de fournitures à bons de commande mono-attributaire conclu sans minimum et avec un maximum fixé à 140.000 euros hors taxes.

Le Titulaire s'engage à réaliser la prestation, aux prix convenus dans l'Acte d'Engagement et ses annexes.

Les crédits alloués à ce marché sont similaires au maximum cité plus haut.

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
- le CCP et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG FCS (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au 20 mai 2025;
- le Cadre de mémoire technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.
- les bons de commandes

2.1. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines**, représenté par Cécile ALOMAR Madame la Directrice Générale.

Adresse et coordonnées :

Secteur Assurances et Marchés
CPAM des Yvelines
92 Avenue de Paris
78000 Versailles
Téléphone : 01 39 20 33 19
Courriel : sam.marches.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **accord-cadre**.

■ **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures**.

■ **Nantissement – Cession de créances :**

A la demande du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, l'Organisme remettra un formulaire NOTI 6 ou une copie de l'original de l'acte d'engagement revêtu de la mention « exemplaire unique », telle que prévu à l'article R.2191-46 du Code de la Commande Publique.

■ **Clause de réexamen - Modification du marché :**

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le marché en cours selon des dispositions des articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2194-7 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

1° introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;

2° modifier l'équilibre économique du marché en faveur du Titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;

3° modifier considérablement l'objet du marché ;

4° avoir pour effet de remplacer le Titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique.

Cette clause de réexamen sera mise en oeuvre par une simple décision de la CPAM des Yvelines adressée par courriel.

■ **Exécution complémentaire :**

Les prestations de l'accord-cadre pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires dans les conditions définies à l'article R 2122-7 du code de la commande publique. Les prestations similaires seront confiées et exécutées par le titulaire du présent marché dans les mêmes conditions que celles qui y sont fixées.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

Le présent marché public sera conclu à compter du 22 septembre 2025 pour une durée d'une année, reconductible deux fois tacitement pour la même période, soit trois années au maximum, conformément aux dispositions des articles L2125 alinéa 1 et R2112-4 du code de la commande publique.

En cas de non-renouvellement du marché, le pouvoir adjudicateur informera par écrit le titulaire de sa décision de ne pas reconduire le marché, deux mois au moins avant la date d'anniversaire de celui-ci. Le titulaire ne pourra pas s'opposer à cette décision.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

Le présent marché est un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande conformément notamment à l'article L2125-1 du Code de la commande publique.

Les prix sont réputés complets, ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations et sont considérés comme incluant de plein droit tous les frais afférents à la réalisation du Marché, à savoir, sans que la liste ne soit exhaustive, le coût de la matière première des équipements, la fabrication des équipements, les frais d'emballage, le coût du personnel, des déplacements, de la logistique, de la livraison, de l'installation, des assurances, les garanties des équipements, les visites de maintenance.

Ces prix comprennent également les coûts de remplacement des équipements livrés non conformes, et remplacés par des équipements neufs, identiques.

L'unité monétaire qui s'applique au Marché est l'Euro.

Les prix du marché sont détaillés à l'annexe financière.

■ Variation des prix :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit mai 2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire de la notification du marché par application d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 0,15 + 0,85 (IPTAP(n)/IPTAP(o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.

- IPTAP(n) : dernière valeur connue de l'index de référence.

- IPTAP(o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

La première révision interviendra à la date anniversaire du démarrage des prestations par le titulaire.

Les prix ainsi révisés sont invariables durant une période de 1 an.

L'indice de référence, publié par le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, est l'indice mensuel IPTAP DGAC « Indice de prix du transport aérien de passager » relatif aux vols entre la Métropole et l'Outre-Mer. Les indices sont consultables à l'adresse suivante :

<https://www.ecologie.gouv.fr/indice-des-prix-du-transport-aerien-passagers>

Les prix révisés s'appliquent uniquement pour les billets aller-retour, postérieurement à la date de révision. Les prestations commandées antérieurement, mais réalisés postérieurement, ne font pas l'objet d'une révision.

Les frais de l'assurance voyage et la commission des frais d'agence ne peuvent faire l'objet d'une révision.

La révision des prix s'effectue dans la limite de la réglementation en vigueur. Elle ne pourra être

rétroactive. Les prix pourront être ajustés à la hausse ou à la baisse.

Le Titulaire soumet à l'organisme par lettre recommandée avec avis de réception, avec un préavis de deux mois (2) avant la date de révision, sa proposition de révision de prix. Celle-ci devra être acceptée par l'organisme.

En cas de disparition de l'indice présentement choisi, et si un nouvel indice était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, le prix se trouverait de plein droit indexé sur ce nouvel indice.

Dans le cas où aucun indice de remplacement ne serait publié, les Parties s'efforceront à lui substituer un indice le plus proche possible de celui disparu et de l'esprit que les Parties lui avaient attribué.

L'Organisme se réserve la faculté de résilier le marché, sans qu'aucune indemnité ne soit redevable à ce titre – si la révision du prix mène à une augmentation égale ou supérieure à 5% pour l'année, auquel cas la résiliation prendrait effet de plein droit à la date de révision.

■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Il n'est pas prévu d'avance.

■ **Acomptes :**

Conformément à l'article R2191-22 du code de la Commande Publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R. 2151-13, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce délai est ramené à un mois pour les marchés de travaux, et, sur demande du titulaire du marché, pour les marchés de fournitures et de services.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1.1 du CCAG, en cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ Présentation des demandes de paiement :

Les factures devront comporter à minima, en application de l'article D.2192-2, les indications suivantes, conformes au marché :

- nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- nom et adresse du destinataire ;
- le numéro du bon de commande, devis, ordre de service ;
- le numéro du présent contrat ;
- le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article
- la date d'émission de la facture ;
- prestations effectuées, désignation des produit livrés, dates de livraison et quantités ;
- le prix unitaire H.T ou lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C ;
- le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, la CPAM des Yvelines informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

Le numéro de SIRET, qui identifiera la CPAM des Yvelines en tant que destinataire de la facture : 323532267 00057

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>

l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

■ Périodicité des paiements :

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Le présent marché est conclu dans le cadre de l'article 1er de l'avenant du 28 mars 1983 à la Convention collective nationale de travail du personnel des organismes de sécurité sociale du 8 février 1957, relatif aux frais de transport par voie aérienne des salariés originaires des Départements/Régions et Collectivités d'Outre-mer à l'occasion des congés payés annuels pris dans leur pays d'origine.

Cet article, prévoit que « Les agents travaillant dans un organisme de Sécurité sociale métropolitain, originaires des départements d'Outre-mer et des Territoires d'Outre-mer, bénéficieront, après 6 mois de présence, d'une participation aux frais de transport engagés à l'occasion de leurs congés payés annuels pris dans leur département ou territoire d'origine ».

Cette participation de la CPAM des Yvelines aux frais de transport engagés par le salarié couvre également ceux de son/sa conjoint(e) et de ses enfants à charge selon l'article 3 de l'avenant précité.

■ Définition de la haute et basse saison

Conformément à l'annexe financière du présent marché, la tarification des billets se fait notamment selon une haute saison et une basse saison. Celles-ci s'entendent selon la définition donnée par l'Association du Transport Aérien International (IATA), soit :

- Haute saison : du dernier dimanche de mars au dernier samedi d'octobre.
- Basse saison : du dernier dimanche d'octobre au dernier samedi de mars.

Cette définition s'applique aux quatre ans d'exécution maximale du présent marché, sous réserve de modifications apportées par l'IATA en cours d'exécution du présent marché.

■ Caractéristiques minimales attendues

Les prestations à réaliser au titre du présent marché comprennent que :

- L'itinéraire doit obligatoirement s'effectuer sur des vols directs sans escale au départ de Paris (Aéroports de Paris), en catégorie « classe économique » pour toutes les destinations.
- Les dates et horaires des vols directs « aller et retour » seront décidés d'un commun accord entre la Direction des Ressources Humaines et le titulaire du présent marché public.
- Les prestations attendues à bord des avions sont les suivantes : un repas chaud, une collation, et les boissons doivent être en libre-service.
- Les éventuels frais de transport des animaux domestiques appartenant aux voyageurs sont à la charge exclusive de ceux-ci et non celle de la CPAM des Yvelines.
- Les excédents de bagages supérieurs à 23 kg enregistrés au moment de l'embarquement des passagers, aux aéroports, sont à la charge des passagers.
- La recherche, l'achat et l'émission de billets d'avion aller-retour au bénéfice des salariés de la CPAM des Yvelines et de leurs ayants droit.
- L'annulation de vols déjà réservés, sur demande de la CPAM des Yvelines, selon les modalités assurantielles qu'il aura renseignées dans son offre.
- La prise en charge totale et exclusive de réclamations éventuelles d'assistance et de remboursement des passagers, en application du Règlement CE 261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, et abrogeant le règlement (CEE) n° 295/91,
- La mise en place d'un suivi statistique annuel détaillé des voyages effectués.

Les destinations concernées sont :

- Martinique
- Guadeloupe
- Guyane
- Réunion
- Mayotte

Ces destinations pourront évoluer en cours de marché selon la réglementation en vigueur.

■ **Caractéristiques des vols proposées par le titulaire**

Le Titulaire, saisi d'une commande, propose un itinéraire aller-retour répondant aux exigences suivantes et communes à toutes les destinations :

- Au départ des aéroports de Paris,
- Comportant le moins d'escales possibles,
- Voyage en classe « économique »,
- Inclusion d'une assurance voyage de type « multirisques » fournissant a minima les garanties suivantes :

- Prise en charge du remboursement en cas d'annulation justifiée (par exemple : catastrophe naturelle, annulation sur initiative de la compagnie aérienne, grève de transporteurs aériens, contexte sanitaire),
- Prise en charge de la perte, du vol et de l'endommagement des bagages lors du transport aérien,
- Prise en charge d'une assistance rapatriement médical d'urgence,
- Repas chaud, collations et boissons servies à bord du vol long-courrier,
- Prise en charge d'un (1) bagage en soute par voyageur, selon la tarification standard et le poids maximal autorisé par la compagnie aérienne, et d'un (1) bagage à main par voyageur.

Le titulaire s'engage à respecter les renseignements qu'il a indiqués dans le Cadre de Mémoire Justificatif de l'Offre (CMJO) remis dans son offre concernant les modalités de mise en oeuvre de l'assurance voyage proposée, en détaillant pour chaque disposition assurantielle précitée :

- Les plafonds de garantie,
- La franchise applicable,
- Les délais de remboursement,

Le Titulaire s'engage à faire bénéficier la CPAM des Yvelines des meilleures conditions globales de prix pour répondre aux contraintes et exigences de la CPAM des Yvelines.

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent évoluer à la baisse sur une période donnée, dans le cadre d'offres promotionnelles. Le Titulaire s'engage à informer la CPAM des Yvelines de la disponibilité de ces offres promotionnelles, en précisant notamment la date d'effet et la date de fin de telles promotions, dès lors que celles-ci concernent directement l'objet du marché.

Tout frais supplémentaire éventuel (notamment, et sans que cela soit exhaustif, tout excédent de bagage) devra être spécifiquement indiqué sur la facture transmise à la CPAM des Yvelines (afin de permettre à la CPAM des Yvelines de refacturer par la suite ces frais supplémentaires au salarié).

Le Titulaire s'engage à faire bénéficier la CPAM des Yvelines des meilleures conditions globales de prix pour répondre aux contraintes et exigences de la CPAM des Yvelines.

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent évoluer à la baisse sur une période donnée, dans le cadre d'offres promotionnelles. Le Titulaire s'engage à informer la CPAM des Yvelines de la disponibilité de ces offres promotionnelles, en précisant notamment la date d'effet et la date de fin de telles promotions, dès lors que celles-ci concernent directement l'objet du marché.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le Titulaire s'engage à informer les voyageurs des démarches administratives et médicales éventuelles nécessaires à l'accomplissement du voyage.

Le Titulaire s'engage à informer immédiatement la CPAM des Yvelines de la survenance de tout évènement de nature à perturber la tenue d'un voyage déjà réservé (notamment, et sans que cette liste soit exhaustive : grève de transporteurs aériens, catastrophe naturelle, crise sanitaire, ...)

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir le voyage des salariés en cas d'annulation de vol. Les salariés concernés devront être enregistrés sur le prochain vol disponible, sans surcoût.

Le titulaire renseigne à l'appui de son offre, dans le Cadre de Mémoire Justificatif de l'Offre (CMJO), sa

méthodologie d'action afin de faire valoir les droits des passagers en application du Règlement CE 261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, et abrogeant le règlement (CEE) n° 295/91 : droit à indemnisation et assistance matérielle en cas de retard supérieur à 3 heures et en cas de surbooking et d'impossibilité d'embarquer.

Le Titulaire s'engage à assurer, au minimum, une permanence téléphonique du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Le titulaire s'engage à fournir à des fins de données statistiques, un relevé annuel des déplacements des salariés au titre du présent marché, comprenant les mentions suivantes pour chaque voyage effectué :

- Numéro d'agent,
- Destination,
- Dates des vols aller et retour,
- Prix des billets aller-retour, par voyage,
- Montant des assurances voyage, par voyage,
- Frais d'agence, par voyage.

Ce suivi statistique est à transmettre à la CPAM des Yvelines au plus tard dans le mois qui suit la date d'anniversaire du marché, à l'adresse mail suivante:

secretariatdirection.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr

■ Procédure de réservation et de commande d'un billet d'avion :

Une fiche « demande de réservation » sera transmise par la CPAM au Titulaire, en principe, 2 mois avant la date de départ souhaitée. Elle contiendra toutes les informations nécessaires afin que le titulaire puisse faire parvenir une proposition d'itinéraire.

Le Titulaire s'engage à transmettre sa proposition d'itinéraire à la CPAM aux adresses mail suivantes :

secretariatdirection.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr

Le Titulaire transmet sa proposition selon le délai qu'il aura renseigné dans son Cadre de Mémoire Justificatif de l'Offre (CMJO) et, au plus tard, dans un délai de sept (7) jours ouvrés à compter de la réception de la fiche « demande de réservation ».

L'acceptation de l'itinéraire proposé par le Titulaire donne lieu à l'émission d'un bon de commande à destination du Titulaire.

Il s'engage à procéder à la réservation puis à l'émission des billets d'avion au format électronique au plus tard deux (2) jours ouvrés après réception du bon de commande.

La transmission électronique des billets se fera aux adresses mail suivantes :

secretariatdirection.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr

■ Demande urgente :

La CPAM des Yvelines se réserve la possibilité de faire une demande de déplacement en urgence afin de répondre à des besoins spécifiques.

Une fiche « demande de réservation » sera transmise par la CPAM au Titulaire, au plus tard 10 jours calendaires avant la date de départ souhaitée. Elle contiendra toutes les informations nécessaires afin que le titulaire puisse faire parvenir une proposition d'itinéraire.

Le Titulaire s'engage à transmettre sa proposition d'itinéraire à la CPAM aux adresses mail suivantes :

secretariatdirection.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr

Le Titulaire transmet sa proposition dans un délai de deux (2) jours ouvrés à compter de la réception de la fiche « demande de réservation ».

L'acceptation de l'itinéraire proposé par le Titulaire donne lieu à l'émission d'un bon de commande à destination du Titulaire.

Il s'engage à procéder à la réservation puis à l'émission des billets d'avion au format électronique au plus tard deux (2) jours ouvrés après réception du bon de commande.

La transmission électronique des billets se fera aux adresses mail suivantes :

secretariatdirection.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr

■ Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

■ Co-traitance :

En complément de l'article 3.5 du CCAG-Fournitures et services, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint. Dans le cas du groupement conjoint, son mandataire doit être solidaire techniquement et financièrement de chacun des membres pour l'exécution des prestations.

Il est précisé que si un des membres du groupement venait à entrer dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique, il devra en informer sans délai la CPAM pour prendre toutes mesures nécessaires.

6.1. Obligations liées à la sécurité et la confidentialité

Le Titulaire s'engage à considérer comme strictement confidentielles, toutes les informations, ci-après désignées les « Informations Confidentielles » qui lui seront communiquées par la CPAM au titre du présent marché.

Dès lors, toute divulgation de ces informations est susceptible de causer un préjudice à la CPAM.

Par conséquent, le Titulaire s'interdit de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Le titulaire s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux Informations Confidentielles,
- Ne pas utiliser les Informations Confidentielles autrement que dans le cadre du marché,
- Ne pas reproduire les Informations Confidentielles pour elle-même,
- Ne pas divulguer les Informations Confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par le marché,
- Ne pas utiliser les Informations Confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, de développement ou commercialisation de produits ou services similaires ou concurrentiels à ceux de la CPAM,
- Ne divulguer les Informations Confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant nécessité de les connaître dans le cadre du marché,
- S'assurer et garantir le respect du présent Engagement de Confidentialité par ses préposés, et de manière générale, mettre en oeuvre tous les moyens pour faire respecter cette disposition, notamment par les membres de son personnel, ses collaborateurs, filiales, société mère, et sous-traitants éventuels.

Le titulaire est délié de son engagement de confidentialité au cas où :

- La divulgation des Informations Confidentielles est exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation est nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits dans le cadre du marché,
- Les Informations Confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public par la CPAM,
- Les Informations Confidentielles tombent ou sont tombées dans le domaine public sans violation du présent Engagement de Confidentialité,
- Les Informations Confidentielles sont connues de la Société au moment de la première divulgation, sous réserve que la Société en apporte la preuve,
- Les Informations Confidentielles sont déjà connues du public, sont tombées dans le domaine public, sans violation du présent Engagement de Confidentialité,

■ Propriété des informations confidentielles

La Société reconnaît que les Informations Confidentielles qui lui sont communiquées par la CPAM sous forme tangible sont et restent la propriété de la CPAM des Yvelines.

La Société s'engage à ce que ces Informations Confidentielles, ainsi que toute copie et reproduction licite de celles-ci soient, dans les trente (30) jours de la demande écrite de la CPAM, restituées à celle-ci sans délai ou détruites, à la discrétion de la CPAM.

La Société reconnaît que la communication des Informations Confidentielles ne saurait être interprétée comme lui accordant une quelconque licence d'exploitation, licence d'utilisation, brevet, marque, modèle ou un quelconque droit de propriété des Informations Confidentielles ou d'utilisation de celles-ci.

Par ailleurs, le titulaire devra respecter les dispositions des annexes du présent document.

7. LITIGE ET SANCTIONS

7.1. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG Prestation Intellectuelle, aucune invitation à présenter des observations écrites ne sera transmise à un Titulaire du présent accord-cadre. Chacun des Titulaires sera redevable des pénalités quel qu'en soit leur montant, sans pouvoir demander à bénéficier de l'exonération évoquée par l'article 14.1.3 du CCAG – Prestation Intellectuelle ou du montant maximum de 10% du montant total hors taxe du marché ou du bon de commande indiqué à l'article 14.1.2 de ce même CCAG.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution ou la mauvaise exécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de pénalités. Le Titulaire du marché a une obligation de résultat. Seules les prestations réellement effectuées donnent droit à paiement.

7.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 27 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises

(<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises><https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 39 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal judiciaire de Versailles
5 Place André Mignot
Versailles
78011 Versailles CEDEX

Téléphone : 01 39 07 39 07

Courriel : tj1-versailles@justice.fr

Site internet : <https://www.cours-appel.justice.fr/versailles/tribunal-judiciaire-de-versailles>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

8. RESPONSABILITE ET ASSURANCES

En compléments des dispositions mentionnées aux articles 8 et 9 du CCAG-FCS, est convenu ce qui suit.

8.1. Responsabilité contractuelle

Sauf pour les hypothèses relevant de la force majeure ou pour des manquements dont l'origine serait imputable à la défaillance de la CPAM ou de l'un de ses préposés dans l'exécution du marché, le Titulaire est responsable de tout manquement à ses obligations contractuelles au titre du présent marché et doit réparation pour les dommages causés à la CPAM, à ses préposés et/ou tiers. Cette responsabilité peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités, telles que prévues au présent document.

8.2. Assurances

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS. Cependant, à chaque renouvellement de sa police, le titulaire devra fournir à la CPAM la nouvelle attestation d'assurance et ce, pendant l'intégralité de la durée du marché.

9. FIN DU CONTRAT

■ Propriété intellectuelle :

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ Garantie :

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

Liste des dérogations au CCAG FCS:

La rubrique Description des prestations de l'article 6 du contrat déroge à l'article 3.5 du CCAG FCS

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 7.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG FCS

La rubrique *Responsabilité et assurances* de l'article 8 du contrat déroge aux articles 8 et 9 du CCAG FCS

ANNEXE 1 : LIVRET DE SECURITE

Annexe 2 Contrat de protection des données personnelles